La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N°1203 - décembre 2018

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 L'assassinat des services publics

BERNARD BLAVETTE *voit trois raisons à la volonté politique de détruire les services publics.*

page 3 Stop aux casseurs !

MARIE-LOUISE DUBOIN *observe que les gilets jaunes se battent contre les effets d'une cause, alors qu'il faut comprendre quelle est cette cause pour s'en débrarrasser.*

page 4 Sortir d'une véritable manipulation de l'opinion

DOMINIQUE-JACQUES ROTH *dénonce l'ignorance dans laquelle est tenue la population à propos de la dette des États.*

• RÉFLEXION

page 5 I. La collectivisation de 1936 en Espagne

FRANÇOIS CHATEL *se propose de passer en revue les expériences de changements de système économique qui ont été faites, en commençant par celle de 1936 en Espagne.*

• LECTURES

page 10 Les voleurs d'énergie

MICHEL BERGER *analyse et commente un livre qui montre bien comment les puissances économiques ont cherché à accaparer l'énergie que l'homme puise dans la nature.*

• ***page 14 Courrier des lecteurs***

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0420 I 83051

L'assassinat des services publics

Depuis la Révolution libérale initiée par l'économiste Milton Friedman et son École de Chicago, mise en application par Ronald Reagan et Margareth Thatcher à partir du début des années 80 du XXe siècle, la chasse aux services publics est ouverte. Notre pays avait jusqu'ici été relativement épargné, mais avec l'avènement de ce médiocre avatar de la haute finance dénommé Emmanuel Macron, la traque a pris une tout autre ampleur : désormais on tire à vue sur tout ce qui résiste et bouge encore… Pourquoi tant de haine et d'acharnement ? Essentiellement pour trois raisons faciles à comprendre :

• Le capitalisme ne peut vivre qu'avec l'extension perpétuelle du domaine du profit. Ainsi les États-Unis ont même commencé à privatiser les fonctions régaliennes de l'État comme les prisons, qui sont parfois cotées en Bourse, et l'armée, avec le recours régulier à des sociétés de mercenaires comme Blackwater qui fit merveille durant la guerre d'Irak en exécutant les basses besognes que l'on n'osait confier à l'armée officielle. De son côté, la haute bourgeoisie française qui prospère entre yachts, avions privés et équipes médicales personnelles, n'a bien sûr que faire des services publics, par contre elle salive abondamment à la perspective des profits que pourrait générer la privatisation totale de notre système de retraite et de l'assurance maladie car les sommes en jeu sont colossales. Chaque année qui passe représente pour elle un manque à gagner insupportable…

• Le secteur public constitue jusqu'ici un bastion syndical de résistance extrêmement difficile à manipuler et les grandes grèves de 1995, qui mirent à genoux un Alain Juppé pourtant réputé "*droit dans ses bottes*", demeurent comme un scénario catastrophe dans les mémoires de nos oligarques. La tactique est simple : pour détruire le syndicalisme mettons à terre les forteresses où il se retranche encore.

• Enfin la notion de services publics repose sur la solidarité et le lien social : les actifs d'aujourd'hui payent pour les retraités et les chômeurs, les bien-portants soutiennent les malades, et chacun sait que face aux aléas de la vie il peut compter en retour sur l'aide de l'ensemble du corps social. De cela se dégage un sentiment de sécurité indispensable à la cohésion sociale et à l'approfondissement de la démocratie. Mais les dominants ne veulent de cela à aucun prix car ils se trouvent alors face à une multitude solidaire qui pourrait remettre en question leurs privilèges, auxquels ils tiennent plus que tout, peut-être plus qu'à leurs vies même. Les oligarques souhaitent donc organiser une société du "*chacun pour soi*", composée de particules élémentaires qui interagissent brièvement, au gré du hasard, le temps d'un contrat, le temps d'un mariage vite rompu… Pourtant une société ne saurait survivre longtemps sans le ciment de la solidarité; l'individualisme outrancier engendre l'angoisse et la peur propres à toutes les dérives, nous pousse droit vers la catastrophe finale…

*

Les révoltes que nous connaissons aujourd'hui pourraient alors être interprétées comme une réaction plus ou moins instinctive de l'inconscient collectif face à cette menace de grande ampleur. À ce sujet, membres du gouvernement et grands médias évoquent à l'envi des violences insoutenables, inadmissibles… mais de quoi parle-t-on ? La violence consiste-t-elle en quelques vitrines brisées qui présentent un fatras de marchandises, un luxe de pacotille ? Devrait-on s'affliger de voir endommagée la devanture de la banque HSBC, l'un des organismes financiers les plus pourris au monde qui abrita un temps (et peut-être encore ?) les finances d'Al Qaïda, qui entretient des relations régulières avec nombre de narcotrafiquants sud-américains[1] ? La violence suprême n'est-ce pas plutôt le milliard de nos frères humains condamnés à la sous-alimentation dans l'indifférence générale, les chômeurs stigmatisés, ces familles dans l'angoisse de pouvoir «tenir» jusqu'à la fin du mois, ces malades qui s'entassent parfois pendant des heures dans les couloirs des services d'urgences sous-équipés ? Alors, de grâce, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Mesdames et Messieurs les journalistes, un peu de décence !

Comme beaucoup d'autres avant moi, j'ai fait un rêve. Un rêve qui me transporte par un matin radieux place de la Concorde. Je vois des farandoles joyeuses qui entourent un nouvel autodafé, un brasier gigantesque où brûlent pêle-mêle des sacs Vuitton, des carrés Hermès, des montres Rolex, des stylos Mont-Blanc, et pour couronner le tout ,quelques Porsche et autres Lamborghini… Dans la fumée noire qui s'en dégage semblent s'enfuir tous les démons qui assiégeaient nos esprits depuis des temps immémoriaux : ces ego exacerbés, cette obsession de l'accumulation, du privilège et de la fausse puissance…

Une vraie Libération…

Bernard BLAVETTE

Rolex Daytona
25.580 euros

1. Voir *Le Monde* du 11/2/2015 et Bernard Blavette, *Les banquiers du terrorisme*, *GR* 1162 (mars 2015).

Stop aux casseurs !

Le pire des casseurs n'a jamais essayé d'abîmer la façade d'une banque avec une boule de pétanque. Bien plus violent, l'actuel chef de l'État a déjà beaucoup plus cassé, en 18 mois, tant dans les services publics que dans les institutions sociales ! Il a ainsi poursuivi la politique menée par ses prédécesseurs depuis le tournant libéral de 1982. Mais il l'a fait plus brutalement et avec arrogance, balayant les problèmes sociaux sans l'ombre d'un scrupule. Il a même trahi son mépris pour ceux qui, à ses yeux, «*ne sont rien*» en laissant (bêtement) échapper de petites phrases odieuses qui ont achevé de le discréditer.

Rien d'étonnant donc si 80% de la population ont approuvé le mouvement des "gilets jaunes" dont les revendications, innombrables et fort diverses, se sont élevées d'abord très pacifiquement. Et bien qu'il y ait parmi eux des racistes et des violents, le gouvernement n'a pas réussi à les faire confondre avec les casseurs qui s'acharnent contre un monde de luxe dont ils se voient exclus[1].

Le gouvernement a déployé d'énormes et violentes forces de police, qui ont même procédé à des arrestations "préventives". Par une telle méthode, indigne d'une démocratie, il parviendra peut-être à venir à bout d'un peuple qui se sent méprisé et qui dénonce la croissance intolérable des inégalités.

Les rustines qu'E. Macron a fini par lancer vont faire illusion à ceux qui n'y voient qu'un supplément de pouvoir d'achat dans l'immédiat… avant de découvrir qu'en fin de compte, pour trouver les quelque 10 milliards promis, c'est encore une fois le budget de la sécurité sociale et celui des services publics qui seront mis à mal.

Une des grosses difficultés pour ce mouvement est qu'il n'a pas l'unité qui fait la force autour d'un objectif clair. S'étant formé par opposition à un impôt, il aurait pu le trouver en débattant : quel impôt pouvons-nous accepter de payer et pour financer quoi ? De leurs réflexions serait ressortie la nécessité de se battre pour réformer l'impôt sur le revenu,.parce que c'est cet impôt qui est le plus juste, bien plus que la TVA qui taxe au même taux les riches et les pauvres (et rapporte ainsi le double au budget national), mais à condition qu'il devienne **vraiment proportionnel aux revenus,** pour en finir avec ces revenus nets qui atteignent des sommes absolument éhontées de plusieurs millions d'euros par an.

Son discours n'étant plus crédible, même pour la plupart de ceux qui l'ont élu, son obstination à «*ne pas changer de cap*» a eu un effet que le président ne souhaitait pas: réunir les contestataires pour exiger sa démission… Mais la solution n'est pas de changer de président si c'est pour suivre la même politique, même plus habilement, même avec d'autres rustines pour faire perdurer le système. C'est ce système qu'il faut changer !

Croissance exponentielle des inégalités, emplois introuvables, emplois qui ne permettent pas de vivre décemment, impuissance à prendre les mesures urgentes pour mettre fin aux multiples abus qui épuisent les ressources de la terre et de ses habitants, développement souvent monstrueux[2] du "chacun pour soi" et même, chez certains, haine de l'étranger, ne sont que **des effets**.

C'est à **leur cause** qu'il faut mettre fin.

Cette cause commune réside dans le fait que toutes les motivations, dans la sphère économique, sont orientées par la course à un profit financier. Tout passe par cet intermédiaire qui s'est substitué à tout autre intention : si tel geste peut rapporter, il faut le faire ; s'il n'y a pas de client pour le payer, il ne faut pas le faire.

C'est absurde et c'est totalement **amoral**, cela déshumanise toute activité et par conséquent détruit tout ce qui forme société, à savoir la conscience qu'on fait tous partie d'une communauté d'êtres semblables, dont nous avons besoin et qui, de même, ont besoin de nous.

Pour sortir de la crise existentielle où s'est engagée l'humanité, il faut prendre conscience de cette réalité profonde et remplacer l'économie capitaliste par une **économie de partage**. Une économie dans laquelle la monnaie serait distributive pour n'être que le moyen de partager les tâches et les biens produits sans détruire les ressources épuisables. Car pour que la démocratie devienne enfin possible, il faut absolument débarrasser l'économie de l'obsession du profit financier .

Mais c'est remettre en cause l'idée que le revenu ne peut être qu'individuel et proportionnel à un "mérite"… qu'il est pourtant impossible de mesurer !

Le seul obstacle à surmonter provient d'idées fausses qui se révèlent fatales, mais malheureusement, on constate qu'elles sont solidement ancrées dans les esprits.

Alors on n'en sort pas : chacun pour soi, chacun selon son mérite, et après moi le déluge !

Marie-Louise DUBOIN

2. Voir l'enquête que *L'Obs* vient de publier sur les poisons que l'industrie alimentaire nous fait avaler sans contrôle, en toute impunité.

1. Au fait, comment et pourquoi devient-on casseur au XXIe siècle dans un des pays les plus riches du monde ?

Parmi tous les obstacles à la sortie du capitalisme, Dominique-Jacques Roth dénonce une arme de dissuasion massive : l'ignorance dans laquelle l'ordre dominant entretient la population à propos de la dette des États.

Sortir d'une véritable manipulation de l'opinion

Autrefois plutôt rares, les analyses concluant à la nécessaire sortie du capitalisme font désormais florès. Le capitalisme risque néanmoins de perdurer tant que l'élasticité de sa forme n'aura pas atteint son point de rupture. La question est la suivante : sortir du capitalisme certes, mais selon quelles conditions de possibilité avant que le chaos ne s'installe sans rémission possible ?

Une première condition serait de sortir d'une certaine manipulation de la population par les élites au regard d'enjeux critiques. La liste n'étant pas close, j'en choisirai deux :

•Aucun processus productif ne peut faire l'impasse sur le rapport qu'il entretient avec la nature sauf à mettre en danger la survie de l'espèce humaine.
C'est ce qu'ignore le capitalisme autodestructeur par essence, qui ne peut concevoir de production sans valeur ajoutée en vue d'une accumulation infinie sans rapport avec les nécessités réelles.
La vraie richesse, qui supposerait de financer des équipements et de promouvoir un travail soustrait à la plus-value, excède la valeur strictement marchande.
Les biens naturels, qui n'ont pas vocation à être valorisés en Bourse de même que la richesse socialisée, sont inestimables.
Mais le néolibéralisme ne saurait souffrir que la création monétaire finance une production sans conduire à la réalisation d'un profit.

•Cet enjeu en recouvre un autre plus essentiel encore, portant sur l'identification minimale par les membres d'une société, de son caractère désirable et plausible, conscients de ce qui les unit au prix de renoncements à définir, pour que la terre ne ressemble pas à l'enfer. L'une des réalités de l'être humain étant le conflit (intra psychique ou interpersonnel), la transformation de ce que Freud appelle la «*pulsion de mort*» en facteur de dynamisme et de créativité serait le procédé le moins risqué pour pacifier les rapports humains, la richesse la plus grande tenant à la qualité des rapports sociaux au sein d'un dispositif productif.
Le néolibéralisme qui ne jure que par la compétition, l'accroissement des inégalités et les ventes d'armes, ne s'inscrit pas dans ce projet.

L'impuissance à changer radicalement le réel qui nous accable, résulte pour partie de la passion de l'ignorance ou de la haine du savoir. Pour ne prendre qu'un exemple, la croissance de la dette n'est jamais attribuée à la financiarisation de l'économie ou à l'interdiction faite aux Banques centrales de financer les projets sociaux des États, quand 80% de l'impôt sur le revenu en France sert les intérêts dus aux créanciers.

Les solutions existent mais l'ordre dominant occulte le caractère d'arme de dissuasion sociale massive de la dette via la fable «*des États membres qui vivent au-dessus de leurs moyens*».
Le scénario de rupture avec le pouvoir des marchés supposerait qu'une émancipation possible relève non pas d'un caractère technique, mais d'un choix politique.
Anne, sœur Anne…

L'accumulation infinie ne saurait se poursuivre indéfiniment sans braver la survie physique et morale de l'humanité.

Face à la menace «*anthropique*» de la démesure néolibérale, quelles élites aux commandes oseront abandonner leurs fétiches : capital, croissance, valeur d'échange… au profit d'une mondialisation responsable et solidaire ?

Dominique-Jacques ROTH

Le projet de changement de système économique amène à réfléchir notamment sur la question de la propriété des moyens de production. Si nous connaissons la position de K. Marx sur la question (favorable à l'acquisition collective de ces moyens sous le chapeautage de l'État, au moins dans un premier temps, transition qui peut durer très longtemps lorsque le pouvoir étatique est en place), si nous connaissons celle des libéraux (prônant la propriété privée pour soi-disant des considérations de rentabilité et d'efficacité non prouvées), nous n'avons qu'une idée incertaine des réalisations de collectivisation tentées ici et là dans un passé relativement proche. Collectivisation qui a pourtant été l'organisation générale adoptée pendant des milliers d'années par nos ancêtres.
Cette solution est-elle possible encore aujourd'hui et est-elle réaliste, compte tenu des changements qui affectent l'humanité ?
Un seul article consacré à ce sujet ne pourrait suffire. Alors, après avoir passé en revue les différentes expériences connues, leurs réussites et leurs échecs, François Chatel se propose d'en faire un bilan et d'en déduire la possibilité et l'intérêt d'une réalisation actuelle.

1. La collectivisation de 1936 en Espagne

La situation

Dans ce pays, comme dans bien d'autres, existait à cette époque un clivage social marqué par des inégalités flagrantes. Ainsi, l'Eglise, l'armée et la police contrôlaient la situation, l'enseignement et la vie économique, l'entretien des aristocrates avec le budget de l'État, et l'ordre social. Le domaine agricole était aux mains des gros propriétaires et le secteur industriel naissant était sous la coupe de capitaux étrangers.
Dès la fin du 19ème siècle, la lutte contre cette oppression s'est organisée, d'une part, à l'aide de partis politiques comme le parti socialiste (PSOE), le parti communiste (PC) à tendance staliniste, le parti ouvrier marxiste (POUM), la Fédération anarchiste ibérique (FAI) ; et d'autre part, par les mouvements ouvriers comme l'Union générale des travailleurs (UGT) de tendance socialiste, et la Confédération nationale du travail (CNT) adepte des thèses anarcho-syndicalistes.
C'est cette dernière qui proposa de réorganiser la société sur les bases du communisme libertaire, c'est-à-dire la mise en œuvre immédiate de la pratique de la solidarité et de l'émancipation définitive de l'exploitation capitaliste et de l'oppression étatique.
Les idées reposaient en grande partie sur :

- une très forte décentralisation du domaine administratif,
- la collectivisation et l'autogestion dans le domaine économique,
- le libéralisme dans les domaines moraux et sociaux,
- un anticléricalisme virulent dans le domaine religieux,
- le rationalisme dans le domaine éducatif.

Jusqu'en 1936, la CNT était la cible d'une répression sanglante autant par la dictature monarchique (1923 à 1931) que par le gouvernement républicain qui suivit.

*

La victoire de la gauche aux élections du 16 février 1936 marque un tournant favorable à une révolution sociale, le gouvernement républicain alors formé est un front populaire qui regroupe les socialistes, les communistes, les groupes républicains de gauche (Gauche républicaine et Union républicaine), l'Esquerra catalane et l'ORGA (parti aoutonomiste galicien).
La droite répond par l'organisation d'un parti fasciste prônant le retour à l'ordre : la Phalange.
La confrontation était inévitable et s'est traduite par une guerre armée.

Le choix qui s'impose est : *le fascisme ou la révolution.*

Face à l'incapacité du gouvernement républicain de réagir au coup d'État fasciste, la CNT prend les choses en main et après sa victoire à Barcelone déclare l'avénement de la révolution.

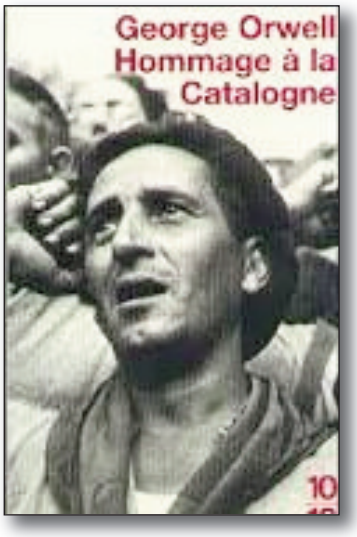
C'est ainsi qu'un vent de collectivisations balaya l'Espagne dès le début de la guerre civile qui éclata en juillet 1936. En plus de la résistance contre l'armée fasciste, s'organisa partout où cela était possible la révolution sociale sous le mot d'ordre: «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Après la fuite des patrons, des ingénieurs et des propriétaires terriens, la nécessité urgente de remettre en marche la production incitait à la collectivisation immédiate. En témoigne cet habitant de Calanda, en Catalogne : dès sa libération par les milices, le 26 juillet 1936, «*le peuple s'est réuni sur la place et c'est là que le communisme libertaire a été proclamé. Comme ça, en un quart d'heure ! Puis on a nommé un comité révolutionnaire composé de six membres de la CNT et de deux républicains, contre l'avis de leur organisation*»[1].

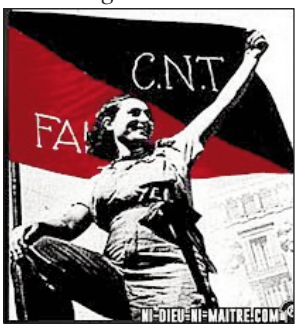
Dans cette petite ville, comme partout dans le milieu rural espagnol, les riches possédaient les meilleures terres et louaient les moins productives. Ainsi 80% de la production profitait à 20% de la population, et pour la consommation, le rapport était équivalent. Calanda, comme les autres villages, était économiquement riche mais les gens y vivaient en grande majorité pauvrement. Ce qui explique que, dès le moment approprié, l'instauration de la révolution a été aussi spontanée.

LA COLLECTIVISATION

Les usines réquisitionnées sont gérées par des comités de travailleurs; les zones agricoles collectivisées fonctionnent comme des communes libertaires. Même les hôtels, les restaurants, les salons de coiffure, les transports sont gérés par leurs propres travailleurs. Dans certains endroits, l'utilisation de l'argent est totalement abolie, et remplacée par des systèmes de bons. Le nouveau prix des biens est ramené à 75% de sa valeur ancienne.



George Orwell en parle ainsi : «*J'étais en train de m'intégrer, plus ou moins par hasard, dans la première communauté d'Europe occidentale dont la conscience révolutionnaire et la haine du capitalisme étaient plus normales que le contraire. En Aragon, des dizaines de milliers de personnes, pour la plupart d'origine prolétaire, vivaient en termes d'égalité. En théorie, c'était une égalité parfaite, et en pratique, elle n'était pas loin de l'être. Par de nombreux aspects, on expérimentait là un avant-goût de socialisme*»[2].



Les syndicats ouvriers de la CNT sont très puissants. En quelques jours, ce sont 70% des entreprises et des commerces qui passent sous le contrôle des travailleurs.

*

Passons en revue ces transformations ainsi mises en place:

• **l'autogestion industrielle** : la fuite des patrons, des ingénieurs et même des techniciens amène la CNT, aidée par l'UGT, à s'emparer des entreprises, principalement en Catalogne et en Aragon. La vie collective est améliorée par la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, la mise en place de l'assurance maladie, d'une retraite garantie, de conditions de travail améliorées. Les ouvriers parviennent à gérer des branches industrielles complètes et se montrent capables d'assumer la production sans chefs et sans discipline imposée. Prenant leur sort en main, ils votent les décisions importantes en assemblées générales.

Le fait de travailler pour le bien de tous et non pour un patron et ses actionnaires, change toute la donne. Le sentiment d'appartenance à un groupe[3] donne toute sa force à l'engagement individuel.

• **la collectivisation de la métallurgie** : les ouvriers vont là aussi faire la preuve de leur capacité créatrice, améliorant la technologie autant que l'organisation. Les collectivités démontrent alors leur faculté d'adaptation et leur efficacité, même sur le plan économique. À Barcelone, c'est le cas par exemples d'entreprises comme Vulcano, Girona, Hispano Suiza, qui sont dirigées par des comités d'entreprise.

• **La socialisation de l'industrie du bois** : ce domaine occupe de 7 à 10.000 personnes. La socialisation se traduit par une réorganisation des ateliers, autant au niveau du matériel, et de la gestion que des méthodes de travail.

Les managers sont élus en rai-

son de leurs capacités techniques et morales. Ainsi, Hernandez, menuisier de Séville, devient président de l'industrie du bois socialisée.

L'ensemble de cette industrie s'appuie désormais sur les assemblées générales souveraines. Il faut signaler partout la création d'écoles professionnelles, de piscines, de salles de sports, de bibliothèques, de bains publics, etc… portée par la volonté de changer le mode de vie. Les salaires sont unifiés et la journée de 8 heures est instaurée.

Dans ces conditions d'organisation rationnelle du travail, d'enthousiasme et de fraternité, il est rapporté que la production double et parfois même triple.

• **Les transports à Barcelone**: là aussi, tramways, autobus, métro, taxis, chemins de fer de Catalogne se retrouvent aux mains des travailleurs et notamment entre celles des assemblées générales. Les mêmes réformes sociales que dans l'industrie sont appliquées et on y ajoute comme ailleurs la retraite à 60 ans avec un versement uniforme et le salaire intégral en cas de maladie, ainsi que bien d'autres aménagements sociaux.

• **L'alimentation** : la CNT prend la direction de 39 grandes entreprises alimentaires dont certaines sont transformées en restaurants, soit à prix modérés, soit en réfectoire populaire à prix fixe. Les travailleurs de ce secteur s'occupent de l'approvisionnement des grandes villes et notamment le marché central de Barcelone. On retrouve l'application des mêmes avantages sociaux que dans les autres domaines. Par exemple, à la brasserie "Damm", la modernisation du matériel permet d'améliorer la production et pour se procurer l'orge, on fournit les semences aux collectivités paysannes. L'industrie du lait connait la même révolution.

Au contraire des propriétaires et des grandes entreprises comme Nestlé ne se souciant que de profit, les travailleurs qui les remplacent se préoccupent avant tout de fournir au peuple un produit de qualité et d'une hygiène maximale. Pour y parvenir, 7 usines de réfrigération et de pasteurisation modernes équipées d'un système de mise en bouteilles sont créées dans les lieux de production. Des camions citernes isothermiques y sont affectés et les fermes de production modernisées. C'est lors d'une assemblée générale souveraine qu'est créé un salaire égal pour tous. Lors d'une autre assemblée, le contrôle et l'encadrement de ces activités industrielles par le gouvernement de Catalogne sont refusés, toute mise sous tutelle par un État quelconque étant bannie.

• **L'école et la santé** : Le conseil de l'école nouvelle unifiée (CENU) est créé et sa première mission consiste à scolariser tous les enfants gratuitement, alors que 47% de la population est analphabète. Les couvents et les villas bourgeoises sont réquisitionnés et, à l'aide du syndicat du bâtiment, de nouvelles écoles sont construites où sont appliquées les méthodes Ferrer ou Montessori. Tout dogmatisme ou tout endoctrinement y est exclu, qu'il soit religieux ou révolutionnaire. L'objectif poursuivi est de créer des moyens pour développer et former des personnes libres dans la nouvelle société. On y adjoint des bibliothèques et des centres culturels.

Le syndicat de la santé est créé dès juillet 1936 alors que ce domaine connaît une situation déplorable en Espagne. En un an, six nouveaux hôpitaux ultramodernes, regroupant toutes les spécialités médicales, sont construits et organisés. Les tarifs des consultations et des opérations sont fixés et contrôlés par le syndicat. Dans les collectivités rurales, elles sont gratuites, ainsi que les produits pharmaceutiques.

• **Les collectivités agraires** : dans les villages, la population entreprend de développer le communisme libertaire. On s'empare des terres délaissées par les grands propriétaires et on organise le travail collectivement. Les conditions de vie s'en trouvent améliorées. La production augmente grâce à une exploitation plus rationnelle, à l'irrigation et au défrichement de terres nouvelles.

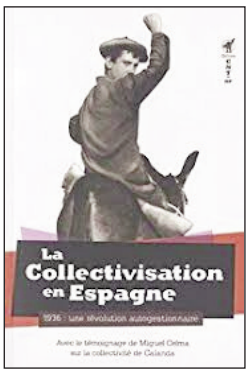
On compte 350 collectivités en Catalogne, 500 au Levant, 450 en Aragon, qui occupent 75% des terres. Chacune possède ses propres caractéristiques selon les décisions prises par les assemblées générales formées des collectivistes eux-mêmes.

Si la monnaie est utilisée dans les échanges réalisés en collectivités urbaines, à la campagne, les solutions vont de la suppression totale de l'argent et la prise au tas suivant ses besoins, aux systèmes de bons. Mais souvent va s'imposer la création d'une monnaie locale, non capitalisable parce que volontairement rendue éphémère (semblable en celà à la monnaie distributive). Parfois même, on a recours au salaire familial, non dépendant du travail mais proportionnel aux besoins familiaux (un revenu universel en quelque sorte).

Pour les échanges avec les autres collectivités, les fédérations régionales assurent l'équilibre entre les collectivités riches et les collectivités en difficulté. La plupart des échanges reste réglée par le troc selon la volonté générale de n'utiliser l'argent que le moins possible.

L'exemple de Calanda, cette petite ville rurale de Catalogne déjà citée plus haut, va permettre de se faire une idée des réformes, des stratégies économiques et sociales adoptées par l'ensemble des collectivités rurales en Espagne.

La police y est dissoute et remplacée par des gardes de surveillance contre une menace extérieure. «*Pourquoi une police, il n'y avait pas de vol! Chacun avait tout !*»[1]. Le tribunal a disparu et la prison avec. Plus de notaire, plus d'héritage, puisqu'il n'y a plus de propriété privée. Les bornes et les clôtures ont été supprimées. Les terres des grands propriétaires sont récupérées et les petits paysans apportent les leurs pour les mettre en commun. De même pour le bétail, l'outillage, les volailles, les semences et l'ensemble des réserves alimentaires. Ces dernières sont redistribuées équitablement suivant les besoins de chacun. Tous les produits sont gratuits, comme certains services tels que le coiffeur, le cinéma, l'école, et aucun argent ne circule en interne. Parfois, on met même l'argent personnel en commun comme à Pobla de la Gradanella (Catalogne), Lagunarrota (Aragon) et Cervera del Maestre (province de Valence). Les meubles et surtout ceux amassés par les riches en fuite sont réquisitionnés et connaissent la même redistribution. Les habitations bourgeoises désertées sont utilisées et occupées suivant les nécessités. Par contre, les biens personnels restent acquis. Certains ont choisi de continuer à travailler seuls leur terre (quinze sur cinq mille habitants) mais ils ne peuvent exploiter quiconque et leur production doit correspondre à leurs besoins. Les collectivistes leur prêtent leurs machines et leur fournissent des produits nécessaires, si bien que nombreux sont ceux qui finissent par rallier la collectivité.



Le bourg est administré par un comité révolutionnaire de huit membres qui organise le travail, le ravitaillement et l'ensemble de la vie collective. Chaque soir, les délégués des groupes de travail viennent faire le compte rendu des éventuelles difficultés rencontrées ou des besoins à satisfaire. Ce comité prépare les cas à traiter et les décisions sont prises lors des assemblées générales suivant le principe de la démocratie directe. Les mariages ne sont pas enregistrés, seul l'engagement est pris en compte. Les divorces peuvent être proclamés en un quart d'heure mais, curieusement, ils sont très rares. Une habitation est donnée à chaque nouveau couple. Chaque naissance est par contre enregistrée afin d'ajuster la distribution. Plusieurs mesures sont également prises dans le domaine social : autorisation de l'avortement, libération de la femme.

La mise en collectivité de la production permet l'acquisition de matériels comme des tracteurs et des moissonneuses-batteuses et des fermes collectives modernes, plus grandes, sont construites. De nouvelles techniques agricoles sont adoptées. De même les boulangers, les coiffeurs, les forgerons, les charpentiers, etc… bénéficient d'un matériel plus moderne, d'où une nette amélioration des conditions de travail et de la production.

En ce qui concerne la quantité et la qualité du travail dû, ces notions sont laissées à l'appréciation de la conscience de l'individu. Il y a toujours des volontaires pour les travaux pénibles ou nocturnes. Les "*paresseux*" en nombre infime (2 à Calanda par exemple) sont considérés comme des "*malades*" et ne sont pas sanctionnés dans l'espoir qu'un jour ils changent de comportement. La notion de rentabilité est bannie et même inimaginable. Tous la refusent absolument comme tout contrôle du travail par une instance extérieure. Seul le résultat compte et chacun est conscient de ce qu'il faut faire sans avoir besoin de recevoir d'ordre.

À partir de 60 ans, les anciens peuvent ne rien faire mais en général ils désirent participer et s'occupent des jardins familiaux.

Les jours perdus pour cause de maladie sont considérés comme travaillés.

En ce qui concerne la distribution, l'église est généralement transformée en magasin, tel un marché couvert. Pour les produits abondants, comme les fruits, chacun se sert suivant ses besoins. Pour les produits plus rares, comme la viande, le lait, les chaussures, les draps, on utilise des bons ou des cartes où sont inscrits ces articles. L'huile d'olive abondante est distribuée pour l'année.

Pour les échanges avec l'extérieur, la pratique du troc l'emporte largement. Par exemple, des pommes de terre ou du blé contre des souliers, des olives pour des draps, des légumes contre de l'engrais, ce qui permettait d'utiliser la surabondance. Les disponibilités de chaque collectivité sont ainsi enregistrées par les Fédérations cantonales et régionales, ce qui permet de pallier aux éventuelles pénuries exceptionnelles de certaines collectivités et d'écouler la production manufacturée des villes proches.

Pour l'école, le couvent représente un bâtiment idéal et les instituteurs sont recrutés parmi les personnes ayant de l'instruction et parmi les sœurs encore présentes. Ils sont tous nourris par la collectivité. La mixité , interdite sous la République, est instaurée. L'analphabétisme a ainsi disparu pour la nouvelle génération qui manifeste une forte volonté de poursuivre des études. Des cours du soir sont même prodigués pour les volontaires.
Toute relation avec l'État est coupée, ainsi plus aucune fiscalité. Le gouvernement est devenu inutile pour ces collectivités. Elles attendent beaucoup de la fin de la guerre afin de pouvoir réaliser de grands projets grâce au retour des jeunes combattants.
L'avenir en décidera autrement…

L'anéantissement

Après le coup de force fasciste de juillet 1936 et le mouvement révolutionnaire lancé par les syndicats ouvriers, le gouvernement affaibli s'efforce de réagir par une série de mesures afin de reprendre le contrôle des zones où se réalise la révolution. L'objectif reste la constitution rapide d'une armée efficace, ce qui passe d'abord à ses yeux par la dissolution, plusieurs fois tentée, des différents comités de défense.
Grâce à l'aide fournie par l'URSS à la République, le parti communiste, qui détourne cette aide à son profit, jouit d'une autorité de plus en plus prépondérante.
Or, le PCE soutient que la guerre civile n'est pas le moment choisi pour mener une révolution : pour lui, l'objectif principal reste la défaite des forces de Franco, tandis que l'abolition du capitalisme est reportée à la fin de la guerre. Car la révolution pourrait effrayer les classes moyennes (fonctionnaires, petits commerçants, petits agriculteurs propriétaires ou même les ouvriers spécialisés), qui forment une partie importante du parti lui-même et Staline veut rassurer les pays occidentaux.
Alors la chasse aux collectivistes et leurs meneurs est désormais ouverte.
Le 16 décembre 1936, le journal soviétique *Pravda* publie un éditorial qui déclare: «*L'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé en Catalogne et elle est réalisée avec la même énergie qu'en Union soviétique*»[4].
À la fin du mois de février 1937, le gouvernement républicain sous la pression communiste stalinienne prend un certain nombre de mesures répressives à l'égard des «*contestataires de l'intérieur.*»
Les moyens anti-révolutionnaires mis en œuvre sont sans limites et se traduisent par des actes d'une extrême violence à l'encontre des collectivistes. Les affrontements se font de plus en plus nombreux et violents entre partisans et adversaires de la révolution.
Ils débouchent de façon dramatique :
Le 13 mai 1937, les deux ministres communistes, Jesús Hernández et Vicente Uribe, proposent au gouvernement de punir la CNT et le POUM, accusés d'être responsables des difficultés que connait le camp républicain dans la guerre menée contre le fascisme.
Le 6 juin, un décret gouvernemental rend illégales toutes les collectivités rurales qui n'ont pas encore été dissoutes.
En août, la 11ème division commandée par le communiste Lister est chargée de la destruction des collectivités en Catalogne et Aragon. Le commerce y est rétabli, ainsi que l'administration d'État et la propriété privée. Les grands propriétaires dont les terres avaient été collectivisées sont réintégrés dans leurs anciens droits. Les fermes et les entreprises collectivisées sont peu à peu reprises par les propriétaires individuels d'avant.
Les restes de la collectivisation sont progressivement détruits au cours de l'année 1938 par l'avancée des forces fascistes qui appliquèrent une terrible répression.
«*La révolution espagnole fut la plus singulière des révolutions collectivistes du XXème siècle. L'impuissance manifeste des partis bourgeois incita très vite les libéraux et les conservateurs à rechercher une organisation capable d'arrêter le courant révolutionnaire lancé par les syndicats anarchistes et socialistes. Quelques semaines seulement après le début de la révolution, une organisation incarnait à elle seule tous les espoirs immédiats de la petite et moyenne bourgeoisie: le parti communiste.*»[5]
Les paroles finales du dernier congrès de Saragosse furent les suivantes : «*La prétention de cette commission… se contenterait de [ce que son travail soit] l'esquisse de ce que le prolétariat devra mener à bien, un point de départ de l'humanité jusqu'à sa pleine libération. Que tous ceux qui se sentent l'intelligence, l'audace et la capacité suffisantes améliorent notre œuvre.*»[1]

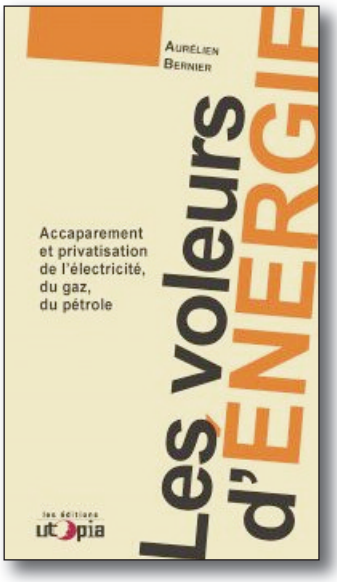
François CHATEL

Références

1. Le collectif Redhic, *La collectivisation en Espagne*, éd. CNT-RP.
2. George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, éd. 10-18.
3. en collectivisation, l'ouvrier sait qu'il détient une part qui vaut 1/n employés dans les décisions prises pour l'entreprise.
4. José Peirats, *Une révolution pour horizon*, éd. CNT-RP.
5. Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)*, éd. Agone, collection *Mémoires sociales*.

L'énergie que l'homme puise dans la nature ayant façonné toute l'évolution de notre civilisation, la façon dont les puissances économiques ont cherché à l'accaparer est édifiante.
Les éditions Utopia viennent de publier "Les voleurs d'énergie", un livre que éclaire cette histoire, et que Michel Berger analyse et commente :

Les voleurs d'énergie



Nul n'ignore la puissance industrielle et financière des grands fournisseurs d'énergie. Ils écument le monde grâce à des pratiques concurrentielles déjà fort anciennes. Si la grande révolution dans ce domaine a eu lieu dès la fin du XIXème siècle avec l'utilisation massive du pétrole et du gaz naturel, elle avait été précédée par celle du charbon, et un peu plus ancienne, par celle du bois. Notamment en France où elle aboutit à une déforestation telle que sa couverture forestière était, au milieu du XIXème siècle, inférieure à ce qu'elle est maintenant et la crise du bois n'a été surmontée que grâce à l'usage intensif du charbon. L'ouvrage d'Aurélien Bernier *Les voleurs d'énergie* nous apporte un éclairage très complet de cette histoire mondiale déterminante au cours des trois derniers siècles

*

L'énergie a façonné toute l'évolution de notre civilisation, celle que nous avons connue depuis deux siècles et demi. Durée longue à l'échelle individuelle, mais très courte par rapport à l'histoire de l'humanité et bien plus de celui du monde.
Au début de cette période, chaque être humain ne disposait encore que de son énergie propre, soit environ 0,5 kW, augmentée du modeste secours des énergies animales et de celles, plus généreuses mais encore embryonnaires, de l'eau et du vent.
Aujourd'hui chaque être humain peut revendiquer en moyenne l'assistance de 200 kW d'énergie artificielle avec bien sûr de grandes disparités d'un pays à un autre.
Ce besoin nouveau et massif a évidemment attiré les prédateurs potentiels qui se sont rués sans retenue sur les ressources de la planète. Ruée que les gouvernements locaux ont en général tenté de contenir, l'énergie devant à leurs yeux conserver le statut de service public.

Depuis, l'histoire de l'expansion énergétique s'est traduite un peu partout par une rivalité entre le secteur privé et le secteur public. Aurélien Bernier en traduit avec érudition et précision les multiples épisodes. Rivalités fluctuantes dont s'est emparé le capitalisme occidental pour dominer le monde, au point d'entraîner toute l'humanité dans une surexploitation des ressources naturelles et dans les débordements environnementaux que nous connaissons.
Mais cette domination n'a pas été continue ni homogène dans tous les pays du monde. Notamment, après la fin de la deuxième guerre mondiale, en Europe en particulier, la majeure partie des fournitures d'énergie était revenue au secteur public.
Ce fut l'époque des "trente glorieuses", époque hélas fugitive.

*

En France la première société privée d'exploitation du charbon a été la Société des Mines d'Anzin fondée en 1757. D'autres ont suivi, pour exploiter d'autres gisements. Les premières sources massives d'énergie sont nées avec le capitalisme, avec son cortège de dérapages, de menées spéculatives sur la valeur des actions.
On en relève certaines dont la valeur a été multipliée en quelques mois par 50…
Aux États-Unis l'énergie électrique s'est développée à partir des inventions de T. Edison, bientôt rejoint par Westinghouse. Les deux se sont associés pour fonder *General Electric*, devenu depuis une des firmes mondiales les plus influentes.

Le siège de la *General Electric*

Dans le domaine du pétrole le plus représentatif a été Rockefeller avec la création de Standard Oil.

En Europe, les exploitations de gisements pétroliers ont été initiées à proximité de la mer Caspienne, en collaboration avec des fonds Russes.

Le Canada a mieux résisté à la pression privative des grands acteurs de l'énergie, peut être parce que les sources principales étaient de nature hydroélectrique, dont le fleuve Niaraga, difficilement privatisable. Existaient cependant des producteurs privés, dont les prix de vente étaient entre 2 et 7 fois supérieur à ceux du secteur public. Comme quoi depuis longtemps la concurrence ne se traduit pas nécessairement par des baisses de prix.
Concurrence d'ailleurs relative : aux États-Unis le sénateur Sherman fit adopter en 1890 une loi antitrust pour limiter le pouvoir de Rockefeller.

Entre les deux guerres on assiste à une vague de nationalisations, notamment en France avec la création en 1924 de la Compagnie Française des Pétroles (CFP).
Le Front Populaire a tenté de nationaliser les compagnies productrices d'électricité, mais il n'en eut pas le temps. La seule nationalisation importante a concerné le réseau de transport ferroviaire, avec la création de la SNCF, regroupant au sein du même organisme les compagnies privées qui se partageaient alors le réseau Français.
Mais c'est après la guerre, sous l'impulsion du Conseil National de la Résistance (CNR), que les nationalisations ont repris, les houillères d'abord, puis EDF et Gaz de France en 1946.

Beaucoup de pays d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique, ont emprunté le même chemin, lié souvent à leur désir d'accès à l'indépendance.

*

Le secteur privé de l'énergie n'avait cependant pas baissé les bras et de multiples interventions, plus ou moins occultes, auprès des gouvernants préparaient l'avenir que nous connaissons.
Quoiqu'il en soit, au tournant des années 1980, l'énergie était devenue assez largement, dans la majorité des États, et en particulier en Europe, un service public.
Hélas les prestations publiques n'étaient pas toujours rentables car les gouvernements étaient attachés à les vendre au prix le plus bas possible pour les rendre accessibles au plus grand nombre. De là une légende tenace soigneusement entretenue pas les tenants du capitalisme : «l'État est un mauvais gestionnaire et il gaspille les moyens dont il dispose trop facilement» ! En 1967, le rapport Nora prétendait que le tiers de l'impôt sur le revenu servait à financer les entreprises publiques.
La vision keynésienne de l'économie en partie dominante depuis la grande crise de 1929 se fissurait.

*

Dès 1975, avec Carter à la présidence des États-Unis, en Grande-Bretagne avec Margareth Tachter, ou au Chili avec Augusto Pichet, les services publics de l'énergie de ces pays se sont trouvés fragilisés. Fragilité entretenue par les organismes internationaux : FMI, Banque Mondiale, sous l'emprise de l'idéologie libérale. En Europe, à l'exception de certains pays du Nord, la plupart des gouvernements ont été dominés régulièrement par les partis de droite, dont la Commission Européenne applique encore avec ténacité, les impératifs.
Le maître-mot est toujours le même : «*la concurrence*», supposée répandre ses bienfaits en tous lieux et en tous temps : ressources inépuisables, renouvelées en permanence, garantie de prix les plus bas, émulation dans la recherche de technologies innovantes. Bref, le paradis de la croissance éternelle !

En France le démantèlement des entreprises publiques, EDF, Gaz de France, Elf Aquitaine, n'a pas été sans difficulté. Gaz de France a été regroupé avec Suez, pour former le groupe ENGIE où l'État français n'est plus majoritaire, amorçant ainsi la main mise d'une entreprise privée sur la majeure partie de la production de gaz.

La privatisation de l'énergie ne va cependant pas sans de multiples difficultés, car ce n'est pas une marchandise comme une autre.
Elle exige en effet trois activités bien distinctes: la production, le transport et la distribution.
Le transport s'effectue en réseau, et on n'imagine pas que chaque producteur dispose du sien. La libération du marché de l'électricité n'a été que partielle. En 2017, encore 85 % du marché est encore entre les mains d'EDF dont la majeure partie des prestations est de nature nucléaire, avec des impératifs concurrentiels surréalistes : ils sont concrétisés par le dispositif dit «*Accès Régulé à l'Energie Nucléaire Historique*» (ARENH) appuyé sur la loi NOME, pour «*Nouvelle organisation du marché de l'électricité*» promulguée en 2010. Elle impose à EDF de vendre à ses concurrents jusqu'au quart de sa production. Or aucun d'entre eux ne peut s'aligner sur les prix de production d'EDF. Comme le dit Aurélien Bernier : «*Une personne saine d'esprit imagi-*

nerait-elle une seule seconde que la loi puisse contraindre un fabricant de téléviseurs ou de voitures à vendre à un concurrent le quart de sa production à prix coûtant ? Imaginerait-on qu'une commune produise elle-même son eau potable, et soit obligée de la revendre à prix coûtant à une multinationale comme Veolia, qui pourrait ensuite la commercialiser ?»[1]

Une telle loi, apparemment stupide, a pourtant été votée par près de 3 députés sur 5 ! Elle résume bien le credo libéral : «***au privé ce qui est rentable, au public ce qui ne l'est pas***».

*

Les énergies renouvelables n'ont pas manqué de susciter les mêmes appétits.

En particulier l'éolien terrestre, source de nuisances, de pollution et de surcoûts, dont n'ont guère conscience la plupart de nos édiles , endormis par des lobbys, le plus souvent étrangers. Comme l'énergie éolienne a un coût facilement 4 fois plus élevé que celui de l'énergie produite par EDF, on impose à celle-ci d'acheter aux producteurs le courant électrique au prix de 82 € le MWh, pour un prix moyen de revente au public d'environ 50 € le MWh ! Il faut, bien sûr, financer cette différence. Nos factures d'électricité nous l'imposent sous le titre ambigu de «*Contribution au service public de l'électricité*». En fait, il s'agit d'une contribution au bénéfice du secteur privé. Le surcoût pour les abonnés au réseau public s'élève environ à 8 milliards d'euros par an, correspondant à un peu plus de 16% du montant des consommations...

Encore faut-il savoir que beaucoup d'installateurs d'éoliennes sont des compagnies internationales qui se bornent à en recueillir les bénéfices. Les externalités ne sont jamais financées, comme la dépréciation des biens immobiliers voisins, le coût des infrastructures de transport, le démantèlement en fin d'usage parfois mis à la charge des propriétaires de terrain. Les sociétés propriétaires des éoliennes ne sont en effet que des filiales transparentes qu'il est facile de mettre en faillite, en laissant la charge des travaux aux propriétaires de terrain.

*

En ce début du XXIème siècle, une double préoccupation agite le monde :

• une prise de conscience de plus en plus claire de sa finitude et de la nécessité de limiter nos besoins, en particulier en matière d'énergie.

• mais à l'inverse, une mise en coupe réglée de tous les biens indispensables à sa survie : ressources agricole, eau, énergie, espèces vivantes, par un réseau de groupes financiers internationaux dont la puissance dépasse celle des gouvernements et des instances internationales.

Ces groupes financiers se livrent des luttes à mort pour s'approprier toutes les richesses du monde et en particulier tous les services publics encore demeurés entre les mains des gouvernements nationaux.

Les échanges internationaux se sont ainsi accrus massivement. Entre 2000 et 2007, dans le seul domaine de l'énergie, les transports (qu'il s'agisse du charbon, du pétrole ou du gaz liquéfié) sont passés de 600 à 900 millions de tonnes.

Le démantèlement des services publics reste un peu partout un objectif absolu pour les grandes firmes internationales.

En France, dont la tradition Colbertiste est encore vivante, leur disparition progressive modifie la structure de nos liens sociaux. Étrangère à nos habitudes profondes, génératrice d'inégalités entre les territoires et les classes sociales, la financiarisation de nombreuses activités détruit une partie de notre cohésion nationale. Le malaise dans le fonctionnement de notre démocratie, la remise en cause de notre système de gouvernance, avec la menace de débordements que cela implique, se manifestent de plus en plus.

L'incohérence entre un système économique purement concurrentiel, soumis à l'apologie de la croissance éternelle, et l'indispensable tempérance dans l'usage de nos biens communs, a profondément envahi la conscience collective, comme en témoignent les violentes réactions populaires auxquelles nous assistons.

Se libérer du productivisme est donc un préalable indispensable.

Nationaliser le système de l'énergie dans un seul pays n'est pas simple, en raison de ses multiples ancrages internationaux, en particulier pour les pays européens qui peinent à adopter des politiques communes courageuses.

La propriété des services publics n'est pas suffisante.

Il faut d'abord persuader le peuple de son efficacité et des dangers de la privatisation. Les progrès technologiques que mettent en avant les opérateurs privés, et en particulier la toute puissance des réseau numériques, mènent tout droit à la surveillance des utilisateurs, à la volatilité des prix de vente asservis à la demande. Le tout sous le faux prétexte d'efficacité. «*Toute l'argumentation des libéraux repose sur un mensonge, répété comme un psaume : le secteur privé est plus efficace que le secteur public. Ce qui revient à dire que*

l'appât du gain est plus efficace que le sentiment de contribuer au bien commun.»[2]

*

Reste qu'il est impossible de s'émanciper totalement du secteur privé. D'abord parce que la gestion publique n'a pas toujours été sans défaut. Une régulation efficace des échanges peut être dans certains cas suffisante, à condition que l'on puisse éradiquer les stupidités du système privé: mode de gestion dispersé, coût de la commercialisation, publicité concurrentielle, rémunération du capital : «*La propriété privée des systèmes énergétiques a déjà été mise en œuvre et nous savons à quoi elle mène : le moins disant social et environnemental, les inégalités de traitement, la spéculation, la privatisation des choix énergétiques*» (*Les voleurs d'énergie* p. 181).

*

Reste à organiser le transfert du secteur privé vers le secteur public.
Les expériences tentées par des gouvernements de gauche, en France, n'ont pas toujours été probantes. La propriété publique ne suffit pas si elle n'est pas complétée par une gestion politique.

Il ne faut pas se borner à «*nationaliser*», il faut aussi «*socialiser*».

«*C'est ainsi que l'on pourra placer l'énergie au cœur du débat public, et faire des politiques un aspect (tout à fait central) d'un projet plus global de sortie du capitalisme.*»[3]
Ce projet pourra sembler utopique, dans la mesure où il s'oppose à toute une organisation internationale dont les agissements en sous-main ont été à la source de multiples conflits. Il faudrait pour cela générer une vision coopérative et non concurrentielle entre les pays. Les COP 21 et la prochaine COP 24 pourraient en être la préfiguration.
À défaut d'être optimiste on pourrait au moins être ambitieux, comme nous y invite Aurélien Bernier !

Michel BERGER

RÉFÉRENCES
1. Aurélien Bernier, *Les voleurs d'énergie*, éd Utopia.
2. idem, p.178
3. idem, p.190.

POUR FAIRE COMPRENDRE CE QU'EST UNE DETTE ILLÉGITIME

Depuis plusieurs années, le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) s'efforce d'expliquer, de proposer des analyses qui permettent de comprendre ce qu'est une dette illégitime.

Déjà avant le début de ce qui deviendra la "crise grecque", en 2010, il s'intéressait donc de près aux conséquences du remboursement de la dette grecque sur la population. Et en 2015, lorsque Syriza, un parti anti-austérité, a gagné les élections et que la présidente du Parlement grec a mis en place une commission d'audit, le porte-parole du CADTM en a assuré la coordination scientifique.

Depuis lors, plusieurs vidéos ont été produites avec la collaboration du CADTM. De tels outils permettent de vulgariser les analyses, de déconstruire des idées reçues et d'expliquer des mécanismes qui sont parfois très complexes. Réalisées pendant, ou peu de temps après, l'expérience "Syriza", certaines de ces vidéos permettent également de documenter et de poser un regard critique sur cette séquence politique en tant que tentative, avortée, par un pays de l'Union européenne de rompre avec l'austérité.

Le CADTM vient de publier : *Comprendre la dette grecque : outils vidéo et livret pédagogique*, un petit livre d'une centaine de pages, auquel est joint un DVD regroupant ces supports vidéo. Leurs contenus y sont détaillés et des éléments complémentaires y sont apportés parce qu'ils peuvent être utiles dans la compréhension de la situation grecque, par exemple pour utiliser ces vidéos dans une discussion, une projection-débat, voire tout simplement une soirée en famille. L'ensemble est envoyé à tous les abonnés aux publications du CADTM. Si vous ne l'êtes pas encore, nous vous suggérons de le faire.
L'abonnement annuel en Europe (2 revues thématiques et deux autres publications) est de 38 euros (mais seulement 22 pour les petits revenus). L'adresse est 35 rue Fabry, 4000 Liège, Belgique.
Mais en France on peut adhérer/s'abonner en envoyant un chèque au CADTM France, 130 avenue de Versailles, 75016 Paris.

Jacques Brel et l'économie distributive

Quel point commun entre l'auteur compositeur, un des géants de ce qu'on appelait la chanson française, aujourd'hui disparue au profit d'un tintamarre informe ?

— Il y a quelques jours, en rangeant le désordre de ma maigre bibliothèque, j'ai découvert un album édité dans les années 80 du siècle dernier, quelques années après la mort du chanteur, avec pour auteur Martin Monestier, intitulé Brel, le livre du souvenir. *Il retraçait la vie du personnage, depuis son enfance dans une famille bourgeoise jusqu'à sa mort à 49 ans.*

À la page 234, l'auteur explique comment Brel composait, sa grande activité créatrice et sa boulimie d'écriture (il a composé près de 700 textes dont seulement 200 ont été édités).

Et de donner l'exemple d'une de ses plus belles chansons de son répertoire :

Quand on n'a que l'amour
Pour tracer un chemin
Et forcer le destin
A chaque carrefour

écrite, je cite : «en écoutant parler d'économie distributive pendant une conférence aux Annales retransmise par France Culture».

L'auteur précise : «quand une idée, une expression lui tourne dans la tête, il la note sur un carnet jusqu'au jour où il se met à élaborer la chanson en quelques heures».

Quel est, au cours du débat sur les ondes sur l'économie distributive, le déclencheur aboutissant à cette chanson phare du répertoire de Brel ? Quelle ne fut pas ma surprise en lisant ces quelques lignes ! J'ai tenu à le signaler, mais peut-être que certains adhérents à l'ED sont au courant.

H.C. M. Pont sur Sambre

RDLR : Non, à la rédaction, nous n'étions pas au courant. Merci de cette information qui fait plaisir…

***

Merci de faire vivre la GR, journal si précieux pour ceux qui ont la chance de le connaître. Il permet de maintenir dans les esprits une solution alternative au regrettable capitalisme.

La contestation gronde, mais faute de solution à soutenir et faire valoir, les uns se satisfont de la révolte, les autres défoulent leur frustration par la violence. Quand viendra le moment tant souhaitable où seront inscrites sur murs et pancartes les simples deux lettres: ED ?

A.L., Amphion les Bains.

***

En cette fin d'année socialement mouvementée, le capitalisme aux abois, tel un rouleau compresseur, poursuit sa course à l'abîme en rejetant le social, aidé en cela par des politiciens et gouvernements serviles. Tandis que masses de laissés pour compte, indignés, résignés, manifestants de tous bords, luttent contre des effets, mais sans s'attaquer à la racine du mal…Lequel, dans ces conditions, ne peut que perdurer, en s'aggravant… Les chiens aboient, la caravane passe, celle du profit financier.

Foin de pessimisme ! Pour aplatir un fer, il faut frapper sans cesse, les distributistes doivent s'y employer, souhaitant qu'à travers ce monde attardé et potentiellement dangereux, un réveil ressaisisse les consciences endormies, et qu'elles comprennent subitement le danger.

Qu'à l'instar du chemin de Damas de la Bible, la flamme du distributisme les touche, leur donne force, courage et volonté pour changer le cap économique de 180°

A.B. Le Pellerin

PS : à propos de chemin de Damas, le mien, tel un coup de foudre, se situe en 1942, quand j'ai lu ma première "grande relève des hommes par la science", titre qu'avait alors le journal. Ce fut le "Lumen de Lumine", une flamme toujours présente, guidant mon combat.

C'est ainsi que dans un hebdomadaire aujourd'hui disparu, j'ai pu faire paraitre en décembre 1989 un article intitulé

La planète en danger,

dont voici la conclusion:

> *Dans cette bataille insensée de l'homme contre la nature, c'est-à-dire contre sa propre existence, il ne peut que s'en suivre, dans le meilleur des cas, qu'une victoire à la Pyrrhus! Patiente, silencieuse, intransgressable, la nature a toujours le dernier mot. Ne serait-ce pas plus intelligent de la respecter ? Si les savants ont raison, l'homme ne serait-il pas devenu fou au point de se trucider collectivement au nom d'un mythe : l'argent, rimant avec néant, parce qu'artificiellement détourné de son rôle initial ?*
>
> *Vouloir sauver la planète, n'est-ce pas s'attaquer avant tout à ce sida qui la ronge, le syndrome infantile de l'argent ?*

Le transport de *La Grande Relève* entre l'imprimerie, en Ariège, et le routeur, dans les Yvelines, puis la mise sous enveloppe et enfin l'acheminement par la Poste aux abonnés, prend habituellement une quinzaine de jours. Le mois dernier des barrages ont encore augmenté ces délais et le journal est arrivé très tard.

Nous en sommes désolés mais ne pouvons que souhaiter que ce numéro arrive avant… que commence l'année prochaine, que nous souhaitons la meilleure possible à nos lecteurs.

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Et quel plus utile cadeau pour les étrennes qu'un abonnement à un journal qui fait réfléchir ?

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Decker 21 – M. Doubre 17 – J. Legros 27 – E. Barreau 17 – F. et F. Boyer 7 – A. Lavie 27 – R. Labesse 70 – B. Voyer 7 – G. Evrard 7 – Total 200 euros .

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

La Poste nous a aimablement prévenus d'une prochaine et forte hausse de ses tarifs... qui va probablement nous obliger àaugmenter le prix de l'abonnement au premier janvier prochain...

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de

LA GRANDE RELÈVE

et envoyé

88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE

N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....

ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M. Mme,ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....

.....

.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros

PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....

DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

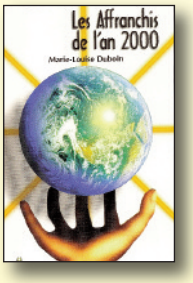
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société.

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages).

• D'anciens numéros sont disponibles (3 € l'un).

Les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure Witschger

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)